

01	Lait	07	Céréales
02	Lait Bio	08	Betteraves
03	Viande bovine	09	Pommes de terre
04	Caprins	10	Viticulture
05	Porcs	11	Pommes
06	Volailles	12	Tomates

édito

Les marchés mondiaux tendus favorisent les échanges de produits à haute valeur ajoutée



Pierre-Gérard POUTEAU
pgpouteau@49.cerfrance.fr

Le contexte des échanges mondiaux s'assombrit un peu plus chaque jour. Au sein de l'Europe, le Brexit va rendre plus difficiles les exportations vers le Royaume-Uni. Le renforcement des taxes entre les USA et la Chine, puis vers l'Europe, bouleverse également le commerce international. L'OMC jouait jusqu'alors un rôle de « cadre » en fixant des règles, mais aussi de « gendarme » en gérant les différends commerciaux entre l'ensemble des pays signataires des accords. L'arrivée de Donald Trump à la tête du plus grand marché du monde et la montée des tensions diplomatiques font voler en éclat toutes ces démarches multilatérales au profit d'accords bilatéraux à redéfinir.

La France reste au premier rang européen pour son agriculture, devant l'Allemagne et l'Italie. L'industrie agroalimentaire demeure un pilier de notre économie. L'agriculture française est très dépendante des marchés exports. Mais si l'excédent commercial agricole et agroalimentaire s'élève à 5,7 milliards d'euros en 2017, il baisse depuis 2015 où il a atteint 9,4 milliards. Cette décroissance est liée à la réduction des volumes exportés et surtout au cycle baissier des prix des matières premières agricoles ces dernières années. Le développement des exportations en volume, lié à la croissance de la population mondiale et notamment chinoise, n'est pas l'eldorado attendu.

Le relâchement du gendarme multilatéral, engendre également un risque commercial plus important. Il est à prendre en compte en tant qu'élément de coût additionnel, qu'il s'agira de couvrir. C'est un facteur qui conduit à se positionner sur des débouchés exports à meilleur potentiel de marge.

La bonne nouvelle c'est que d'une part, l'Union Européenne reste un grand marché régulé, et que d'autre part, les pays tiers ont une approche plus que jamais segmentée de leurs importations. La France conserve une forte notoriété associée à des produits de qualité et a de nombreux atouts à faire valoir. Elle est leader dans de nombreux secteurs (vin et spiritueux, produits laitiers, semences, légumes transformés, etc.). Les pays importateurs reconnaissent l'image « France ». La réussite économique viendra davantage de la vente de produit à valeur ajoutée que de matières premières non différenciées. Des opportunités existent pour les entreprises, voire les secteurs, qui adapteront leurs produits à la demande mondiale.

01. Lait

Une forte hausse de la production de janvier à juillet 2018.

2018, une année en demi-teinte

L'envolée du prix du beurre sur 2017, la reprise du marché chinois et l'embellie du prix du lait payé aux producteurs nourrissaient l'espoir d'un mieux pour 2018. C'était sans compter sur la réactivité de l'économie de marché à laquelle la France est confrontée avec 40 % de sa production exportée.

Zoom sur ces 7 premiers mois de l'année 2018

Dans la plupart des grands pays laitiers exportateurs, une forte hausse de la production de janvier à juillet 2018 s'est vérifiée (+ 0.8 %/2017) :

- Les USA poursuivent leur croissance: + 1.1 %
- L'Argentine relance sa production moribonde: + 6.8 %
- L'Australie n'est pas en reste: + 1.7 %
- L'Europe accompagne le mouvement: + 1.7 %
- La France enregistre une progression de sa collecte de 1.4 % sur ces 7 premiers mois 2018-2017.
- Il aura fallu attendre août pour percevoir un début de fléchissement sur l'Australie, l'Irlande et les Pays-Bas.
- Seule la Nouvelle-Zélande marque une pause avec une stabilité de sa production.

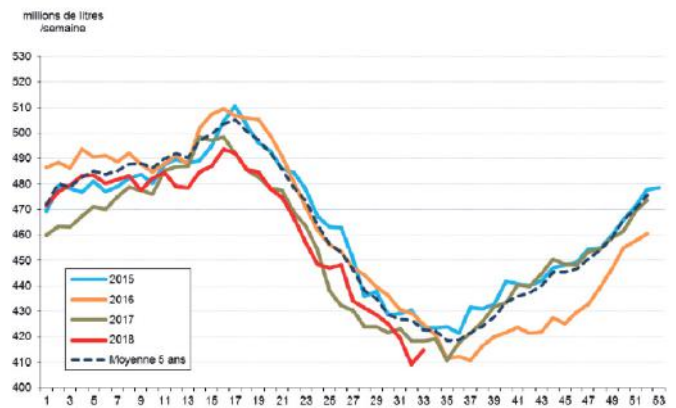
Cette dynamique de production se juxtapose aux stocks présents de poudre de lait du début d'année (380 000 t pour l'UE auxquels s'ajoutent les stocks US).

Les adjudications de stocks publics ont été atones sur le 1^{er} trimestre (10 000 t) pour ne retrouver une dynamique qu'au 2^e trimestre

(90 000 t) et sur août avec 31 000 t mais à prix cassé (1 230 €/T).

Pour autant, avec cette dynamique de production, les stocks demeurent et sont estimés (publics et « stocks techniques » privés) à près de 400 000 tonnes à fin juillet selon Atla Foods.

Collecte française semaine 32/2018



La reprise de la production, les stocks non résorbés, le marché intérieur récessif sur les produits frais, les difficultés conjoncturelles rencontrées sur l'export du lait infantile (salmonellose, Synutra...) sont autant de facteurs qui expliquent le reflux du prix du lait sur le 1^{er} semestre 2018.

Le prix mensuel du lait de vache



La production laitière est très réactive.

Des signaux plus porteurs pour cette fin d'année

Depuis août 2018, on assiste « à un fléchissement » de la production UE sous l'effet de la sécheresse qui touche l'Europe et manifeste déjà ses premiers effets sur certains bassins laitiers français.

Le renchérissement du coût alimentaire et la gestion impérative des stocks fourragers devraient prolonger cette tendance sur l'automne.

La décision de la Commission Européenne de passer à 2 adjudications par mois sur cette fin d'année est de nature à aider à la résorption des stocks de poudre.

Malgré l'arrêt des publications par la Chine de ses volumes importés, ce marché ouvre plus largement ses portes à l'Europe par rétorsion à la guerre commerciale avec les USA.

Les cours du beurre, bien qu'inférieurs à 2017, restent porteurs. Un frémissement à la hausse réapparaît pour la poudre de lait écrémé et le lactosérum. Le prix de vente sortie usine des produits laitiers s'oriente à la hausse depuis juin à l'exception du lait UHT.

Des prémices plutôt porteuses pour cette fin d'année qui se traduisent déjà par une reprise des prix payés aux producteurs sur l'été. Les négociations entre transformateurs et OP pour le 4^e trimestre 2018 sont déjà plus motivantes et permettent pour certaines d'entrevoir sur l'année 2018, un prix de base moyen de 320 € soit un prix payé pour les producteurs de 335-340 €.

Quelles perspectives pour 2019 ?

Tous les producteurs, tous les transformateurs sont en quête d'une telle visibilité. Nous l'avons vu ci-dessus, la production laitière est très réactive dans un périmètre temps de 6-8 mois à l'échelle UE et des autres bassins exportateurs.

2019 n'échappera pas à la règle.

L'année sera conditionnée par la production UE, l'export, l'écoulement du stock public (près de 250 000 tonnes au 31 août 2018) actuel et la capacité du marché à digérer le déstockage. Le couple beurre-poudre en dépend et de là, une quote-part du prix payé aux producteurs. Les moindres réserves fourragères en Europe peuvent constituer une lueur d'espoir sur les volumes produits des 4 premiers mois 2019, une fenêtre de tir pour réduire les stocks de poudre sans effet déflationniste.

Des démarches de segmentation encourageantes ?

Le lait de pâturage, sans OGM, bio... Elles ont pour but de diversifier l'offre consommateur et par-delà, différencier et protéger le marché intérieur, gisement de valeur ajoutée. Encourager et structurer ces initiatives, les encadrer par un contrat producteur et la démarche marketing produit sont un vecteur pour soutenir le prix du lait. Les premières initiatives ont été plébiscitées par les consommateurs. Des producteurs profiteront des fruits de cette segmentation sur 2019.

L'enjeu des EGA

Le temps administratif (promulgation de la loi, ordonnance et autres textes d'application) ne joue guère en faveur d'un impact pour 2019 comme prévu. Les EGA n'encadreront que partiellement les négociations commerciales de début 2019 des filières. Deux premières mesures SRP (Seuil de Revente à Perte) et encadrement des promotions pourraient produire leurs effets. Plus incertain est l'effet ruissellement attendu sur les prix producteurs

Plus que le savoir-faire déjà acquis, c'est la volonté économique et politique qui dessinera la place de la France.

pour 2019. Pour autant, le débat suscite la prise de conscience et contribue à instaurer un cercle vertueux pour l'avenir. Reste qu'il faut d'abord créer de la valeur ajoutée avant de débattre de son partage.

2019, une année 2018 bis ?

Difficile d'affirmer une telle perspective, pour autant nombre de signaux sont reproduits :

- un marché chinois présent mais opaque,
- un marché intérieur mature voire récessif, qui demeurera encore concurrencé,
- une production au rendez-vous,
- des stocks de poudre encore élevés,
- des négociations encore peu encadrées dans l'opérationnel,
- des équilibres marchés précaires.

Pour la troisième année consécutive, nombre d'indices précurseurs d'un prix payé aux producteurs similaire à 2017-2018 se reproduisent. Rester vigilant sur son coût de revient est le conseil à formuler dans ces scénarios, les quelques centimes de mieux perçus par les producteurs depuis juillet ne permettant pas de baisser la garde.

Quelles perspectives à plus long terme ?

Le principal marché reste la Chine pour le lait infantile, source de valeur ajoutée mais ce marché est soumis aux vicissitudes et à l'opacité du gouvernement chinois. Les difficultés de Synutra sur son marché intérieur, les déboires

de Fonterra avec son allié chinois démontrent la complexité et l'instabilité de cet export. Et pourtant, la France connaît un franc succès avec une croissance de son export 2017 de près de 210 % par rapport à 2016. Cet eldorado potentiel ne doit pas détourner le regard des autres marchés en expansion : l'Afrique, le Moyen-Orient, les autres pays d'Asie. Il en va de l'efficacité et de la volonté de nos transformateurs de capter de tels débouchés pour maintenir cet export de 40 % et par suite les volumes produits en France.

La France laitière dépendante de la dynamique de nos transformateurs

Enjeux sanitaires, traçabilité, éthique, innovation produit, constance de la qualité, compétitivité sont les impératifs pour être acteurs et participer à la croissance annuelle de 2 % du marché laitier.

Plusieurs entreprises françaises sont dans le top 20 mondial avec des outils à l'étranger leur permettant de connaître les spécificités des marchés locaux. Plus que le savoir-faire déjà acquis, c'est la volonté économique et politique qui dessinera la place de la France. De là, se poursuivra l'émulation des producteurs français.



Jean-Yves MORICE
jymorice@53-72.cerfrance.fr

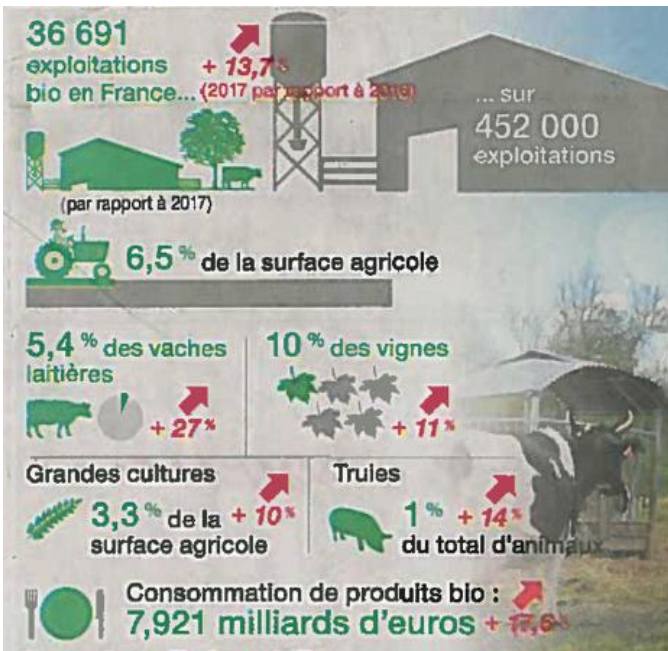
02. Lait Bio

Le 22 mai 2018, l'Europe a adopté le règlement européen pour l'agriculture biologique après 4 ans de négociations.

L'engouement pour le bio ne se dément pas

Pour la France, l'objectif fixé lors des EGA est de passer de 6.5 % à 15 % de surfaces bios et d'accroître la part du bio dans la restauration collective.

L'agriculture biologique en France



Source : Ouest France 09/2018, Xavier Bonnardel

Le lait bio surfe sur cette demande sociétale

Les consommateurs européens le plébiscitent. Une progression 2017-2016 de 18 % en Allemagne, 12 % en Autriche, 15 % en France. Cet engouement s'étend à l'ensemble de l'Europe mais aussi en Chine. Le bio à destination de la Chine a progressé de 80 % du fait de la poudre

bio consommée par les enfants. Les entreprises accompagnent le mouvement et poursuivent les conversions. Arla Foods en tête, avec une croissance de 7 % sur 2018, est le plus gros opérateur mondial.

	Part de la production bio dans la collecte nationale en 2017
Allemagne	2.9 %
France	2.7 %
Danemark	9.7 %
Autriche	16.3 %
Suède	13 %
Suisse	6.9 %

Source : CNIEL

La politique et la législation sont au rendez-vous

Le 22 mai 2018, l'Europe a adopté le règlement européen pour l'agriculture biologique après 4 ans de négociations.

La France lance les concertations pour définir le plan ambition bio 2022 et parvenir à 20 % de produits bios en repas hors foyer.

La dynamique française en lait bio

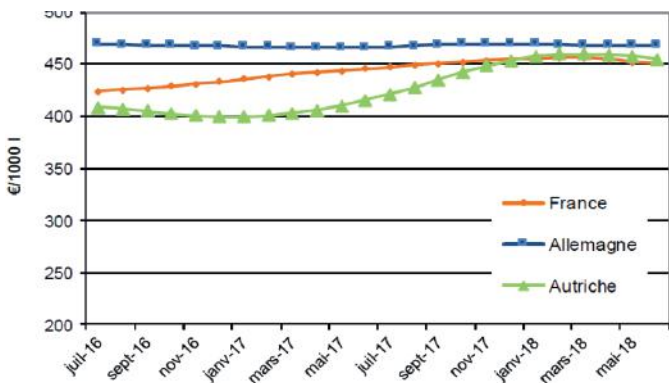
La production française de lait bio s'est élevée à 710 millions de litres de lait d'avril 2017 à mars 2018. Elle est en hausse de 28 % / N-1 avec près de 3100 producteurs.

Si le Grand Ouest concentre la majorité de la production, les plus fortes progressions reviennent au Sud Ouest et Auvergne Limousin qui doublent leur volume par rapport à N-1. 2016 et 2017 ont été propices aux conversions et cette dynamique se poursuit sur 2018, incitée par les

Le prix attractif du bio connaît un différentiel de + de 100 € /1000 litres, comparé au prix du lait conventionnel.

aides à la conversion et le prix attractif du bio qui connaît un différentiel de + de 100 € /1000 litres, comparé au prix du lait conventionnel. Le milliard de litres de lait devrait être atteint en 2020 (780 millions en juillet 2018).

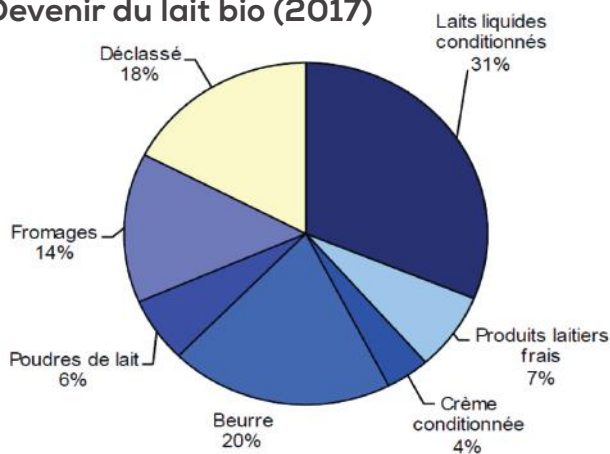
Prix du lait bio payé aux producteurs sur 12 mois glissants (38-32 TPC TQC)



Source : CNIEL - Conjoncture laitière biologique 3 t 2018

Quels enjeux pour la filière bio lait de vache ?

Devenir du lait bio (2017)

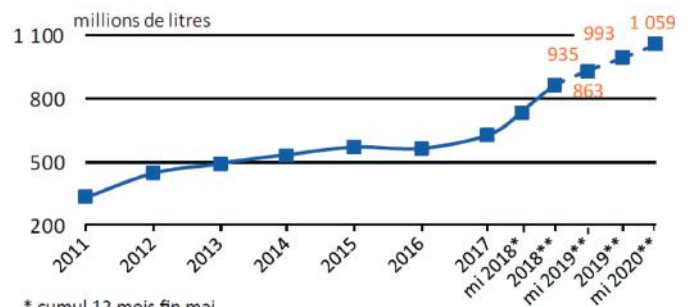


Source : CNIEL - Conjoncture laitière biologique 3 t 2018

Plusieurs axes se dessinent :

- accompagner la croissance du marché graduellement,
- produire français, éviter l'import européen, structurer les outils et la logistique sans créer de déséquilibre momentané au risque d'effondrer le prix et l'émulation des producteurs,
- diversifier et promouvoir la transformation du lait bio pour réduire l'importance du lait liquide consommé dans le marché et limiter les déclassements,
- être vigilant sur le coût de production et la compétitivité de la filière française pour se prémunir d'un marché plus concurrentiel et moins porteur quand il sera mature et s'affranchir des aides publiques qui baisseront à terme.

Évolution de la collecte biologique



* cumul 12 mois fin mai.
** estimations enquête conversions bio.

Source : Enquête conversions bio CNIEL - 1^{er} semestre 2018.



Jean-Yves MORICE
jymorice@53-72.cerfrance.fr

03.

Viande bovine

Les accords commerciaux concernent principalement les aloyaux.

Le bœuf comme monnaie d'échange ?

Les différents accords bilatéraux, avec le Mercosur, le CETA et demain l'Océanie mettent la filière viande sous pression. Le différentiel de prix au kilo fait craindre une concurrence forte sur certains segments de marchés, tels que la restauration hors foyer, fer de lance ces dernières années de la filière. Mais le risque repose surtout sur la gamme des produits qui seront importés. Effectivement, les accords commerciaux concernent principalement les aloyaux. Or, ces morceaux nobles apportent une forte contribution à la valorisation des carcasses (environ 15 % du poids mais 30 % du prix). À l'heure où les équilibres matières sont bouleversés par l'essor du steak haché, le prix des bovins pourrait continuer de baisser de façon significative si les arrières sont fortement concurrencés par ses viandes étrangères.

Cette baisse accentuerait la situation déjà préoccupante dans laquelle se trouve l'élevage allaitant : marché saturé pour les génisses viande (hormis créneaux de chevilles), prix des réformes stable mais insuffisant pour faire face aux coûts de production. Seul le marché du maigre a connu une embellie sur le début d'année 2018, du fait d'une offre limitée. Il manque environ 10 % des mâles de 6 à 12 mois en juin 2018 suite aux problèmes de vaches vides fin 2017. La demande soutenue des deux premiers trimestres devrait se ralentir et plus globalement être imputée par la concurrence de la Pologne, le blocage FCO sur l'Espagne ou encore la renationalisation du marché italien qui privilégie pour une partie de l'engraissement ses brouards nés, élevés

et engraisés en Italie. Reste également en suspens l'ouverture des marchés du pourtour méditerranéen, pas d'actualité pour l'instant.



D'autres incertitudes pèsent sur la filière viande, notamment l'évolution des relations commerciales entre L'Europe et le Royaume-Uni. Les Irlandais exportent aujourd'hui près de 400 000 tonnes de viande en Angleterre, qu'en sera-t-il demain si des droits de douane se mettent en place ? Les Irlandais exporteront-ils plus vers l'Europe ? Vers la France de par sa proximité géographique ?

Si la multiplication des accords bilatéraux est souvent source de menace pour la filière viande, des opportunités semblent aussi se dessiner. Le Moyen l'Orient, l'Asie augmentent de façon conséquente leurs importations de viande bovine. La construction de la nouvelle route de la soie, la signature du protocole d'accord pour l'exportation de viande bovine française avec la Chine en juin 2018 sont autant de pas vers ces nouveaux marchés à conquérir.

Repenser les conduites d'élevage afin de coller à la demande existante.

Ces opportunités nécessitent de repenser les types de production et les conduites d'élevage; afin de coller à la demande existante que ce soit de la viande persillée pour la Chine, du bio pour d'autres. C'est aussi à l'ensemble de la filière d'être novatrice sur les produits proposés: haché, catégoriel, mais surtout produits transformés qui seront les débouchés de demain.



+ Bio

L'ambition du plan filière en bovin viande est claire: doubler la production de viande bio en 5 ans! Plébiscitée par les consommateurs, la demande en viande bovine ne cesse de croître et les opérateurs filières souhaitent capter ses parts de marchés. Si la croissance annuelle de certains segments est remarquable, +19 % des volumes de veau bio abattus, + 17 % de vente de haché bio, l'offre globale reste mesurée avec seulement 1,5 % des volumes de viande vendue. L'attractivité du bio pour les éleveurs, à travers une rémunération du kilo de viande supérieur au conventionnel et plus régulière, doit être mise en perspectives avec des questions d'ordre technique. Comment bien finir les animaux avec des systèmes souvent très herbagers? Comment atteindre l'autonomie alimentaire tout en assurant un volume de production de viande vive? Comment valoriser des animaux qui étaient destinés au marché du maigre?



Nathalie VELAY
nvelay@alliancemaissifcentral.cerfrance.fr



Sabine MICHEL
smichel@03.cerfrance.fr

04. Caprins

Les perspectives de prix du lait payé aux producteurs livreurs restent favorables.

Conjoncture lait de chèvre 2018

La consommation de fromages de chèvre est dynamique. Les prix payés aux producteurs se tiennent à un bon niveau. La collecte du 1^{er} semestre 2018 affiche une croissance de 4 %, le plus haut niveau depuis 6 ans, mais peine à répondre à la demande.



La conjoncture caprine est porteuse

La demande en fromages et autres produits à base de lait de chèvre est dynamique. Le marché est en croissance avec une gamme de produits qui s'élargit (lait, ultra-frais, ingrédients culinaires). L'approvisionnement en lait d'origine française ne répond pas à la demande. Du lait est importé d'Espagne et des Pays-Bas pour compléter la collecte.

Les perspectives de prix du lait payé aux producteurs livreurs restent favorables (environ

700 €/1000 litres). Les éleveurs tirent leur épingle du jeu sur le plan des résultats économiques: *EBE = 70 000 €/UTH exploitant (réf. Cerfrance Vendée).*

Et pourtant l'élevage caprin attire peu

Les producteurs livreurs partant à la retraite trouvent difficilement des repreneurs. Ainsi le nombre d'élevages diminue dans les zones traditionnelles de production (Poitou-Charentes, sud-est de la France).

La production caprine est exigeante en main-d'œuvre. Des solutions sont recherchées au travers d'équipements dans la distribution de l'alimentation et dans les systèmes de traite. Le capital d'exploitation augmente pour atteindre 320 000 € par UTH. La présence de main-d'œuvre salariée est croissante.

Les nouveaux arrivants dans la production sont plutôt attirés par des élevages de petite taille avec le projet de transformer et proposer leurs produits à la vente directe.

À la recherche de lait de chèvre d'origine française

Les opérateurs industriels proposent leur plan d'accompagnement aux installations ou aux projets de développement pour redynamiser la production. L'approvisionnement en lait « origine France » est privilégié, afin d'alimenter les marques, source de valeur ajoutée.

La tendance est à la création d'élevages caprins dans de nouvelles régions, au nord de La Loire.

La collecte de lait de chèvre bio, est loin de suffire.

En caprins également, le marché du bio a le vent en poupe

La collecte de lait de chèvre bio, est loin de suffire.

Elle est en progression, le volume livré en 2017 est de 8,8 millions de litres.

Tous les opérateurs cherchent à renforcer ce segment!



La production de lait de chèvre en France

Production de lait de chèvre

en million de litres	2000	2010	2015	2016	2017
Lait de chèvre	476	648	595	599	596
- dont livré aux industriels	70 %	81 %	78 %	78 %	78 %
- dont lait transformé à la ferme	30 %	19 %	22 %	22 %	22 %

Le poids des 5 principales régions dans la production livrée et transformée à la ferme en 2017

en million de litres	Production régionale	Part dans la production française	Lait livré	Part des livraisons françaises	Lait transformé à la ferme	Part du lait transformé à la ferme
Nouvelle Aquitaine	234	39 %	221	48 %	13	10 %
Pays de la Loire	94	16 %	89	19 %	5	4 %
Occitanie	74	12 %	56	12 %	18	14 %
Centre-Val de Loire	68	12 %	43	9 %	25	19 %
Auvergne-Rhône-Alpes	68	11 %	34	7 %	34	26 %
TOTAL DES 5 RÉGIONS	538	90 %	443	95 %	95	72 %

Source : Agreste, Statistique Agricole Annuelle.



Martine POUPARD
mpoupard@85.cerfrance.fr

05. Porcs

Une offre mondiale de porcs abondante.

La peste en embuscade, comment prédire l'imprévisible

Après le beau temps, la pluie. La filière porcine en fait l'amère expérience depuis le début de l'année. Alors que les cours du porc jouent à l'encéphalogramme plat et que le prix des céréales tente une remontée, la Peste Porcine Africaine s'annonce en embuscade. Le bilan de l'année 2018 sera probablement mauvais. Celui de l'année 2019 est impossible à prédire.

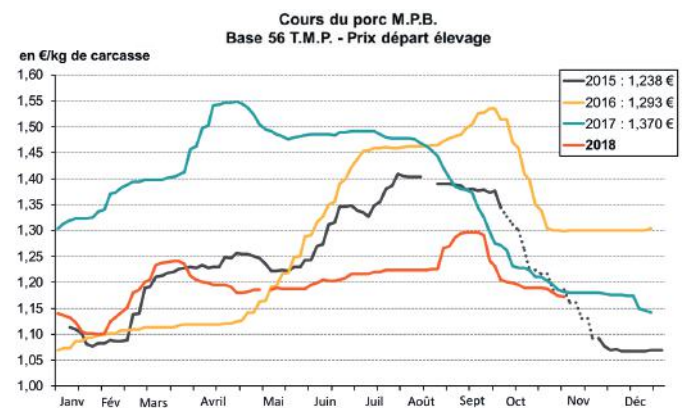
De mi-2016 à l'automne 2017, la production porcine aura connu à peine un an et demi de très bonne conjoncture grâce à un bon prix du porc combiné à un prix des aliments raisonnable. Les résultats économiques des éleveurs se sont nettement redressés. Mais certains peinent encore à éponger les déficits des 10 mauvaises années précédentes. Pour qu'ils y parviennent il aurait fallu que l'embellie dure une à deux années de plus. Or les cours du porc sont retombés à un bas niveau fin 2017 et n'ont quasiment pas décollé en 2018. En cause: une offre mondiale de porcs abondante.

Plus de porcs

En 2017 elle a augmenté de 1 %; pour 2018, les prévisions tablent sur +1,5 à +2 %. Les États-Unis affichent +3 % au 1^{er} semestre 2018 et potentiellement +5 % sur l'année. Avant l'arrivée de la Peste Porcine Africaine, des hausses étaient également attendues en Chine à (+2 %), en Russie (+3 %) et dans l'Union européenne (+1,5 %). La concurrence entre pays excédentaires

(Canada, États-Unis, Brésil, Union européenne) est très forte pour capter les marchés. D'autant que beaucoup de pays européens voient leur consommation intérieure baisser. En France, sur le 1^{er} semestre, les achats de porc frais sont en baisse de 6,5 %, celles de charcuteries de 2,6 %¹.

Le cours du porc n'a pas décollé au cours de l'été 2018



Source: Marché du porc Breton, Plérin.

Les prix de la colère

Au 1^{er} octobre, au MPB² le prix de base moyen 2018 s'établit à 1,201 €, en recul de plus de 16 % par rapport à 2017. Le printemps-été n'a pas vu de pic saisonnier du cours malgré une météo très ensoleillée, favorable aux grillades, et une offre européenne limitée à cette période. À la mi-septembre, l'annonce de l'arrivée de la Peste Porcine Africaine en Belgique a fait perdre à la cotation les quelques centimes gagnés en juillet-août. Au sein de l'Union, sur 8 mois de 2018 les cotations sont toutes en baisse comparé à 2017: -12 % en Espagne, -15 % en Allemagne, -19 % au Danemark. Cependant, en

1. Source Kantar Worldpanel – FranceAgriMer – Ifip.

2. Marché du Porc Breton.

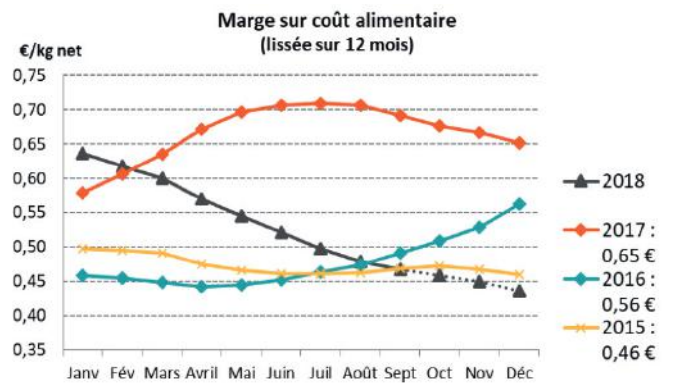
Les aides américaines passeront par le programme d'aide alimentaire de plus de 1,2 milliard de \$ dont la moitié dédiée au porc.

+ Porc et soja à l'aigre doux pour les farmers américains

Les tensions commerciales entre les États-Unis et ses partenaires, mexicain et chinois, combinées à une offre porcine en forte progression, ont conduit à une chute du prix du porc américain au cours de l'été. Les droits de douane chinois sur le porc US atteignent aujourd'hui 71 %. Si les exportateurs américains ont réussi à trouver en grande partie la baisse des ventes vers la Chine, cela s'est fait au détriment du prix; lequel est passé de 1,64 \$/kg mi-juin à 0,73 \$ début septembre, entraînant dans son sillage le prix canadien. La Chine a également mis en place des droits de douane de 25 % sur le soja américain, conduisant à faire baisser son cours de 20 % (de 375 \$/t fin mai à 310 \$ début septembre). Pour prévenir les difficultés des agriculteurs, Donald Trump a annoncé le 24 juillet un plan d'aides d'urgence de 12 milliards de \$. Le soja bénéficiera d'une aide de 60 \$/t soit quasiment l'équivalent de la baisse du cours. Les aides passeront aussi par le programme d'aide alimentaire à hauteur de plus de 1,2 milliard de \$ dont la moitié dédiée au porc.

2018 comme en 2017, le prix payé aux éleveurs français se situe en dessous des prix allemands et espagnols (prévisions: respectivement -7 et -8 centimes/kg¹).

Cours du porc MPB - Base 56 TMP - Prix départ élevage



Source: Service études et veille économique Cerfrance Finistère.

D'où la colère des producteurs et les tensions qui se sont manifestées au MPB depuis la fin de l'été. Au point de devoir dématérialiser les séances à partir du 20 septembre pour une durée indéterminée. Les éleveurs interrogent la représentativité du MPB. Celui-ci ne voit plus passer que 10 % de la production de la zone Uniporc Ouest² depuis le départ des deux premiers abatteurs français en 2015 (Cooperl et Bigard), mais sert toujours de référence pour l'ensemble du commerce de porc. Le MPB ne compte plus que 4 acheteurs principaux (représentant 99,69 % des achats) dont 2 sont liés à la Grande distribution: JPA (groupe Intermarché, 15 % des achats du MPB) et Kerméné (Groupe Leclerc, 31 % des achats).

1. Source FNP d'après Ifip et MPB.

2. À l'ouest d'une ligne reliant le département du Nord et celui des Pyrénées Atlantiques.

La production bio française devrait croître de 50 % d'ici fin 2019.

L'UGPVB¹ et la FNP² voient le salut du Marché dans la formation d'une Association d'Organisations de Producteurs (AOP) afin de regrouper l'offre pour peser davantage face aux abatteurs. L'objectif serait de présenter au cadran le maximum, voire 100 %, des porcs des groupements de la zone Uniporc Ouest. Faudra-t-il aussi y faire passer les porcs issus des démarches de segmentation? Certains le souhaitent, réclamant au passage de limiter le nombre de cahiers des charges à 3: un pour le label, un pour le porc conventionnel et un pour le bio. Les différentes annonces de contrats tripartites négociés entre producteurs, abatteurs et distributeurs, semblent indiquer que les choses n'évoluent pas dans ce sens.

1. Union des Groupements de Producteurs de Porc de Bretagne
2. Fédération Nationale Porcine

Hausse contenue de l'aliment

En matière d'alimentation animale, son coût est attendu en hausse sur le 2^e semestre. La sécheresse qui affecte l'Europe depuis plusieurs mois a entraîné une baisse des récoltes céréalières et en conséquence une hausse de leur prix. Au mois d'août, Blé et orge se situaient respectivement 30 et 50 % au-dessus de leur niveau d'août 2017. Cependant, les stocks relativement élevés, notamment aux États-Unis, devraient prémunir d'une réelle envolée. Il en est de même pour le prix du soja. La hausse de son cours, intervenue au printemps en raison d'une mauvaise récolte en Argentine, a vite été stoppée par des annonces de récoltes satisfaisantes aux États-Unis et de stocks plus importants qu'estimés initialement dans ce même pays.

+ À la recherche de porcs bio

La consommation de viande de porc et charcuterie bio est freinée par le manque d'offre. Transformateurs et distributeurs pressent donc la profession porcine d'installer ou convertir des élevages. La production devrait grimper de 50 % d'ici la fin 2019, mais partant de seulement 0,5 % d'animaux bio sur le total de porcs produits en France, l'offre sera encore loin de répondre à la demande. Cette pénurie s'explique par la difficulté à convertir un élevage

de porcs conventionnel en bio. Pour un éleveur, le défi est tout aussi technique avec la remise en cause de tous ses repères, qu'économique du fait de la nécessité de repenser totalement les bâtiments. Il touche aussi à la structure même de l'exploitation car de l'autonomie en alimentation animale dépend en grande partie la rentabilité de l'atelier. L'élevage de porcs bio a de l'avenir, mais il ne pourra concerner qu'une frange très minoritaire des élevages conventionnels actuels.

Pour en savoir plus: *Élever des porcs en bio*, sept 2018, Fnab. <https://www.produire-bio.fr/articles-pratiques/elever-des-porcs-en-bio-un-guide-pour-construire-son-projet/>

Peste porcine : La crainte est de voir l'Allemagne contaminée.

Les prévisions croisées des conjonctures prix du porc et coût de l'alimentation animale, conduisent à une vision plutôt pessimiste de 2018. Sur 10 mois, la marge sur coût alimentaire se situe à 0,46 €/kg net contre 0,7 € en 2017. À partir d'octobre, elle descend entre 0,30 et 0,35. Elle devrait y rester jusqu'au 1^{er} semestre 2019. Dans les conditions actuelles 2018 peinera à être meilleure que 2015 d'où de réelles tensions à prévoir sur les trésoreries, et la difficulté pour certains de regagner, encore une fois, la confiance de leurs partenaires bancaires.



La Peste derrière la porte

Mais en réalité, l'année porcine dépendra d'un autre facteur: l'avancée de la Peste Porcine Africaine, en Europe d'une part, en Asie de l'autre et en particulier en Chine. Plusieurs foyers sont apparus dans ce pays au cours de l'été. L'épidémie semble s'y répandre rapidement et aurait déjà conduit à abattre plus de 38 000 animaux. Il est bien difficile de prévoir les conséquences du phénomène dans ce pays, premier producteur mais aussi premier consommateur de porc au monde. Un appel d'air aux importations, à l'image de l'année 2016, n'est pas à exclure. Reste à savoir quelle région du monde sera en mesure d'approvisionner la Chine à l'heure où l'Union européenne voit elle aussi la menace s'amplifier sur son sol et les marchés export se fermer pour certains de ses membres. La crainte est de voir l'Allemagne contaminée, avec arrêt de ses exportations en dehors de l'Union européenne. Les volumes se retrouveraient sur le marché européen, faisant chuter le cours du porc. Pour approvisionner son marché intérieur la Chine sera-t-elle contrainte de mettre en sommeil la guerre commerciale engagée avec les États-Unis? L'avenir à court terme de la production porcine mondiale n'a sans doute jamais été aussi difficile à prédire.



Anne BRAS
abras@29.cerfrance.fr

06. Volailles

La filière volailles s'inquiète des conditions de sortie du Royaume Uni de l'Union européenne.

À l'assaut du marché national

Le déficit commercial français en produits de volailles continue de se creuser. Le grand export se tarit alors que les volailles européennes s'engouffrent. La filière avicole française est à la croisée des chemins. Elle part à la reconquête de son marché intérieur en intégrant la demande de montée en gamme et de produits plus découpés et élaborés. L'épreuve de réalité pour une région comme la Bretagne se joue en 2019.

Avec une progression de 3 % par an depuis plusieurs années, la volaille a ravi au porc en 2017 la place de première viande produite au monde. La France ne suit pas ce chemin. L'hexagone est le seul pays de l'Union européenne à avoir vu sa production de volailles baisser, conséquence de certains choix industriels. Entre 2017 et 2010 la production française de poulet export, victime de la fin des aides européennes, a baissé de 37 %. De son côté, la production de dinde a perdu 40 % de volumes en 12 ans. À l'origine les produits élaborés étaient fabriqués avec de la dinde. Les pays d'Europe du Nord (Belgique, Pays Bas, Allemagne) ont progressivement basculé vers du poulet lourd, plus compétitif. La France a tardé à prendre ce virage, ce qui a permis à nos voisins de rentrer sur le marché français. Le pays exporte actuellement 31 % de sa production, mais importe 43 % de sa consommation contre 10 % en 1990.

Brexit en tête

Le déficit commercial de la France en volailles s'est encore accru en 2017. Le solde, négatif en volume (-65000 tec) comme en valeur (-193 millions €), se creuse de 64 millions d'€ (+50 %) comparé à 2016¹. La tendance se poursuit sur le 1^{er} semestre 2018 avec +41 M€ de déficit comparé à la même période de 2017². Les importations sont en hausse continue, en volume (+2,5 % en 2017, +3,5 % sur 6 mois de 2018) comme en valeur (+3,8 % en 2017, +8 % en 2018). La montée des achats en provenance de la Pologne y contribue fortement.

Autre sujet d'inquiétude: le Brexit. La filière volailles s'inquiète des conditions de sortie du Royaume Uni de l'Union européenne. Ce pays absorbe en effet 27 % des contingents d'importations de volailles à droits nuls ou limités, accordés par l'Union européenne à ses partenaires commerciaux (dont Brésil et Thaïlande). Cela représente 239000 t sur 881000 t. Les autres États membres souhaiteraient que le Royaume parte avec ses volumes pour éviter de voir ces tonnages redirigés vers eux, encombrant d'autant le marché de l'Union. Si les achats globaux de viandes et élaborés de volaille par les ménages français sont relativement stables (-0,5 % en 2017, +0,3 % sur 8 périodes 2018), les évolutions sont très différentes selon la nature des produits.

Découper Le poulet

Les achats de poulets entiers baissent inexorablement. Les Français leur préfèrent désormais, comme leurs voisins européens, les découpés et les élaborés. En 20 ans, les achats des ménages sont passés de 52 % de poulets entiers

1. eTeMA janvier-février 2018.

2. eTeMA juillet-août 2018

Après une croissance de 36 % entre 2014 et 2017, les mises en élevage de volailles biologiques auraient crû de 27 % sur les 4 premiers mois de 2018.

+ Les filets ukrainiens passent entre les mailles

Au sein de l'Union européenne, la Pologne s'est hissée en 10 ans de 4^e à 1^{er} pays producteur, doublant l'Espagne, le Royaume Uni et la France, grâce à l'augmentation de sa consommation intérieure, mais aussi de l'export (30 % de la production polonaise en 2016). Propulsée par des coûts de production plus bas que les coûts français¹ (82 €/kg vif contre 89 €/kg vif), la Pologne a doublé sa production au cours des 10 dernières années. Elle est aujourd'hui concurrencée par l'Ukraine dont les coûts sont encore plus faibles (66 €/kg vif) grâce à une bonne disponibilité en grains, une intégration verticale et un faible coût de la main-d'œuvre. Les accords de libre-échange entre Ukraine et UE, entrés en vigueur le 1^{er} septembre 2017, ont conduit au 1^{er} semestre 2018 à une augmentation de 80 % des importations européennes en provenance d'Ukraine. Profitant d'un vide juridique, l'industrie ukrainienne a créé une découpe de volaille spécifique (poitrine avec une très faible partie d'os facilement retirable), entrant dans la ligne tarifaire « autres découpes », et bénéficiant de ce fait d'un accès libre au marché de l'Union, à l'inverse des poitrines de poulet classiques non libéralisées car considérées comme produits sensibles. Suite à plusieurs questions de parlementaires européens, le sujet a fait l'objet d'un échange entre la Commission européenne et l'Ukraine.

1. P. Van Horne, Wageningen Economic Research.

à 25 %, tandis que les découpes grimpaient de 33 à 47 % et les élaborés de 15 à 28 %. Cela n'est pas sans conséquence pour la filière. Car si un quart des volailles françaises sont produites sous signes de qualité, cela concerne essentiellement les volailles vendues entières. La valorisation des volailles de qualité est plus compliquée dans des nuggets, où le goût de la volaille est partiellement masqué par celui des autres ingrédients.

Les filières qualité ont donc un véritable défi devant elles pour ne pas perdre progressivement des parts de marché au profit de la volaille standard qui de son côté poursuit un objectif de montée en gamme sur plusieurs aspects (bien-être animal, réduction des antibiotiques...). Le plan de la filière issu des États Généraux de l'Alimentation s'attaque à la question. Pour les labels, il prévoit non seulement d'augmenter de 20 % les ventes en RHD, mais aussi de passer de 30 % à 50 % de découpes en GMS¹ et RHD² et de doubler les exportations en passant de 4 à 8 % du total des volailles. Ces objectifs de marché devront être atteints pour que celui de faire croître la production de volailles label de 15 % en 5 ans, ne conduise à une surproduction et une baisse de la rémunération des éleveurs. Crainte clairement exprimée par le Synalaf³ en matière de production biologique. Après une croissance de 36 % entre 2014 et 2017, les mises en élevage de volailles biologiques auraient crû de 27 % sur les 4 premiers mois de 2018 comparés à la même période de 2017. Les ordres de grandeur sont les mêmes pour le développement des œufs biologiques. S'y ajoute un grand nombre de projets de construction de bâtiments pour les 18 prochains mois.

1. Grandes et Moyennes Surfaces de distribution
2. Restauration Hors Domicile
3. Syndicat National des Labels Avicoles de France

LDC a pour objectif de reconquérir 10 % du marché français de la volaille standard.

En passant par la Bretagne

Au travers de la Société Bretonne de Volaille (SBV), créée en 2015 pour regrouper la dizaine d'outils industriels acquis entre 2004 et 2014, l'entreprise LDC s'est progressivement imposée comme acteur majeur de la volaille en Bretagne. Elle réaliserait aujourd'hui la moitié des abattages de la région¹. LDC a pour objectif de reconquérir 10 % du marché français de la volaille standard à partir de l'Ouest, où se situent un grand nombre d'élevages et d'outils industriels. Dernière opération en date en 2018, la reprise partielle de l'entreprise Doux suite à sa mise en liquidation judiciaire. L'entreprise Al-Munajem, déjà actionnaire de Doux, emporte la partie poulets exports et la marque Doux pour la péninsule arabique. Les volumes seront réduits au tiers des tonnages actuels. Cela signifie que deux tiers des surfaces de poulaillers aujourd'hui consacrées à l'export (environ 300 000 m²) doivent être reconvertis

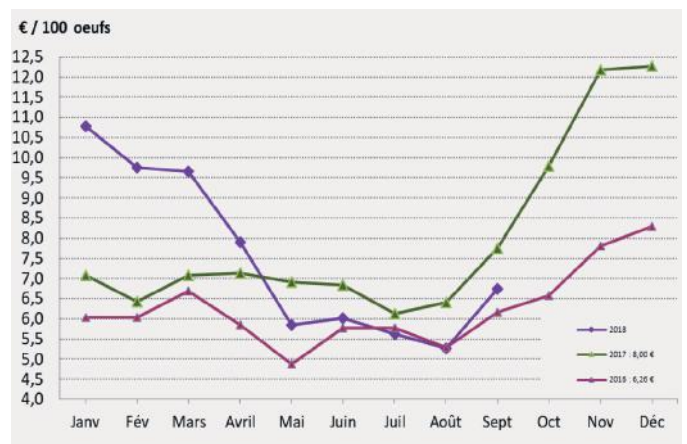


1. ABC Analyse et Perspectives – Édition 2018 – Chambre régionale d'agriculture de Bretagne.

vers d'autres productions, en l'occurrence des poulets lourds et semi-lourds destinés à LDC. L'entreprise sarthoise a également annoncé qu'il faudrait monter en gamme en termes de bien-être animal et d'environnement. Cela suppose pour les éleveurs concernés d'investir pour adapter leurs bâtiments (sol bétonné, éclairage naturel, ventilation...). En auront-ils les moyens et la volonté alors que d'aucuns estiment le coût des travaux nécessaires à 50 €/m²?

Après une nette remontée des revenus entre les années 2007 et 2013, les éleveurs bretons connaissent depuis 5 ans des résultats qui fluctuent au gré des difficultés de l'aval et de l'allongement des vides sanitaires qui leur sont imposés. Le tout dans un climat permanent d'incertitude. L'avenir du maillon production et celui de l'abattage sont étroitement liés. Des investissements des uns dépendront les résultats des autres et réciproquement. L'ensemble de la filière est conscient qu'elle se situe aujourd'hui à un tournant majeur de son histoire et que tout se jouera dans la façon de le négocier.

Cotation mensuelle TNO (Tendance Nationale Officiuse)



Source: Les Marchés.

Les ovoproduits: 23 % sont aujourd'hui issus des modes alternatifs contre 8 % il y a 5 ans.

+ Œufs

Le prix des œufs de consommation retrouve le niveau de 2016

La crise du Fipronil en 2017 avait provoqué une envolée de la cotation des œufs du fait de la chute de la production européenne. Depuis le printemps 2018, les cours ont retrouvé les niveaux d'avant crise. La période de quelques mois de conjoncture très favorable aura donné une bouffée d'air aux éleveurs de poules en cage dans un contexte de grandes incertitudes sur les débouchés de leur production.

Poules en cage: des investissements encore à absorber

Les mises aux normes des cages de poules pondeuses de 2012 sont loin d'être toutes amorties. D'après une enquête de l'Itavi, si 17 % des éleveurs de poules finiront de les amortir en 2018, pour 40 % d'entre eux, l'échéance se situe en moyenne en 2022. Et pour les 43 % restants, les amortissements ne prendront fin qu'en 2025. Il s'agit en particulier des élevages dans lesquels il y a eu construction de bâtiments neufs. L'objectif de la filière d'atteindre 50 % d'œufs alternatifs (sol, plein air, label rouge, bio) en 2022 est contraint par cette réalité.

Des œufs label rouge dans les coquillettes ?

En France, la consommation d'œufs se partage entre «œufs coquilles» pour 60 % (dont 9 % en RHD) et ovoproduits pour 40 %. Si le développement de l'œuf alternatif se fait d'abord sur le marché de l'œuf coquille, les ovoproduits suivent la même tendance: 23 % sont aujourd'hui issus des modes alternatifs contre 8 % il y a 5 ans, cette évolution devrait se poursuivre. La profession n'est pour l'instant pas en mesure de dire quels volumes d'œufs cage continueront à être produits et vendus d'ici 5 à 10 ans.

L'export sauvera-t-il les poules en cage ?

L'export vers les pays européens prend aussi le chemin de l'œuf alternatif; idem pour le Japon, 1^{er} débouché «pays tiers» de la France. Le pourtour méditerranéen pourrait offrir un débouché aux œufs de poules en cage, mais n'offre aucune visibilité à moyen terme. Avec une autosuffisance de 101 %, la priorité de la filière reste de fournir le marché français. Car le risque est grand de voir arriver des œufs en provenance de nos voisins européens (Pays Bas, Allemagne). En investissant sur l'œuf au sol 5 à 10 ans avant les Français, ces derniers présentent aujourd'hui des coûts de production plus faibles que les nôtres.



Anne BRAS
abras@29.cerfrance.fr

07.

Céréales

Blé 2018 : la production française bénéficie d'une excellente qualité.

La fin d'un cycle ?

Blé: Une production française de qualité: un atout à l'export

Même si la sécheresse avait déjà réveillé quelque peu les cours du blé, qui pouvait prévoir une telle embellie à partir de la mi-juillet ?

On savait que la production pluriannuelle des États-Unis était sur une tendance baissière et que l'évolution des stocks de fin de campagne chez les principaux exportateurs mondiaux était à la réduction; on se doutait que la Russie aurait du mal à rééditer ses performances une troisième fois, mais personne n'avait prévu que le climat allait impacter les fondamentaux du marché à ce point.

La production française, moyenne en quantité, s'établit aux alentours de 34,5 Mt. Mais elle bénéficie d'une excellente qualité, les principaux critères étant en moyenne: un taux remarquable de protéines à 12 %, un taux d'humidité de 12,5 %, et un poids spécifique de 77,8. S'y ajoute une bonne qualité boulangère ce qui classe les blés français pour 83 % en qualité premium ou supérieure.

La production européenne s'affiche à 137 Mt en baisse de 15 Mt. Les pays scandinaves connaissent une chute de 50 % de leur production alors que l'Allemagne, les pays baltes et la Pologne perdent 25 %. Concernant nos voisins de l'est concurrents sur les marchés du sud: la Russie produirait 71 Mt contre 85 Mt en 2017 renouant ainsi avec le niveau de 2016; quant à l'Ukraine sa production avoisinerait les 25,5 Mt, en étant légèrement inférieure à celle des deux années précédentes. (sources USDA sept 2018).

À l'échelon mondial, l'Argentine qui s'attendait à des records s'inquiète du déficit hydrique. Globalement la production mondiale est estimée à 733 Mt en retrait de 25 Mt par rapport à 2017.

Dans l'attente du retrait de la Russie du marché

Avec une récolte de qualité la France dispose d'atouts sérieux à l'export pour reconquérir des parts de marché perdues en 2016 et que 2017 n'a pas permis de reprendre. De plus la parité €/€/\$ entre 1,15 et 1,16 ainsi que la remontée du rouble, améliorent la compétitivité des blés français.

Pour autant le marché qui avait tutoyé les 220 €/t sur Euronext début août est revenu sur les 200 €/t malgré quelques velléités de reprise consécutives aux rumeurs de taxes ou restrictions à l'exportation en Russie. La Russie s'est montrée encore plus agressive en début de campagne qu'en 2017 en maintenant un rythme d'exportation très soutenu (9 Mt en deux mois). Mais, si elle a positionné 41 Mt sur le marché mondial en 2017, il semble qu'elle ne puisse dépasser les 30 à 32 Mt en 2018 afin de préserver son marché intérieur.

Selon FranceAgrimer, la France pourrait exporter 8,1 Mt de blé en Europe contre 9,3 Mt en 2017, en raison de la concurrence du maïs ukrainien sur les débouchés alimentation animale et réaliser 8,5 Mt de tonnes à l'export pays tiers.

Si les craintes de sécheresse persistent en Australie et que les difficultés de récolte perdurent au Canada, il est possible que le marché remonte sur les niveaux d'août mais c'est surtout l'absence de la Russie qui pousserait à la hausse les cours en deuxième partie de campagne.

Orge: le raffermissement progressif des cours s'est brusquement accéléré au début de l'été.

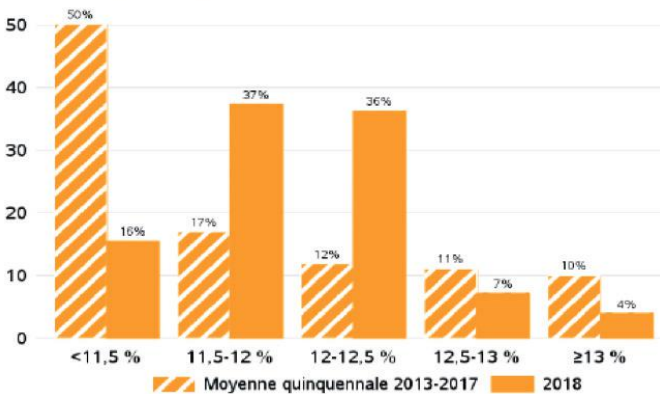
À plus long terme, peut-on s'attendre à des prix fermes ?

- **Oui, si** on s'intéresse au ratio stocks/consommation chez les principaux exportateurs mondiaux plutôt qu'à l'ensemble du monde. La Chine à elle seule mobilise la moitié des stocks fin de campagne soit 136 Mt alors que l'USDA estime ces stocks mondiaux à 261 Mt. Ainsi le ratio stocks sur consommation hors Chine descendrait en dessous de 20 % contre 22 % en 2012. C'est encore loin de 17,5 % constaté en 2007 mais ce serait incontestablement un facteur de soutien des prix.
- **Non, si** on considère que la croissance de la production de la Russie, devenue le premier pays exportateur mondial, est structurelle et que la position de la Chine sur la gestion de ses stocks demeure une inconnue. Restons donc prudents, d'autant plus que la volatilité des marchés est, à coup sûr, devenue structurelle, ce qui incite à saisir les opportunités de prix sans attendre le prix maximum.

Teneur en protéines des blés français récoltés en 2018 comparée à la moyenne 2013-2017

12,0 % en moyenne

en % des volumes collectés



Source: [indiquer la source].

Orges

En France les rendements d'orge d'hiver sont stables par rapport à ceux de 2017, mais comme les surfaces ont baissé de 4 %, la production devrait atteindre 8,7 Mt contre 9,1 Mt l'an passé.

Si la France fut relativement épargnée par les conditions climatiques sur cette culture, il n'en va pas de même pour les autres pays européens en particulier l'Allemagne et la Pologne, ainsi que l'Ukraine et la Russie, qui ont vu leur production en forte baisse. De fait, la France sera quasiment le seul pays européen capable d'exporter en Europe (3 Mt envisagées) et sur les pays tiers (3,7 Mt) notamment vers la Chine et l'Arabie Saoudite qui sont les principaux acheteurs mondiaux.

La faible récolte mondiale se traduira par des stocks fin de campagne d'environ 21 Mt, les plus bas que l'on ait connus depuis plus de 20 ans.

Conséquence de cette situation, le raffermissement progressif des cours constaté l'an passé s'est brusquement accéléré au début de l'été (cf. graphique).

Cours des orges 2017 et 2018



Source: Agritel.

La prime brassicole de 15 €/T est anormalement faible.

Le prix élevé de l'orge fourragère la rend moins attractive pour les fabricants d'aliments du bétail et ce d'autant moins, que l'importante récolte de maïs de la région Mer Noire (v ci-dessous) devrait tirer les prix vers le bas et augmenter la part de maïs dans les formulations. L'incorporation d'orge pourrait se limiter à 1,1Mt soit une baisse de 150 000 tonnes comparée à 2017-2018.

+ Orge brassicole

Le marché de l'orge brassicole s'est tendu plus tôt que celui de l'orge fourragère. Les perspectives de mauvaise récolte en Allemagne et dans les pays scandinaves se sont révélées dès les premières coupes en juillet, contribuant ainsi à maintenir la hausse des prix, déjà soutenus par le marché de l'orge fourragère; les deux marchés réagissent la plupart du temps de manière parallèle. Toutefois la prime brassicole, actuellement aux alentours de 15 €/T est anormalement faible; cette anomalie s'explique à la fois par un prix de l'orge fourragère très élevé et par un marché de l'orge brassicole attentiste, après avoir connu un pic en août dernier. Si les rendements australiens s'avèrent décevants, le marché de l'orge de brasserie pourrait connaître à nouveau un accès de fièvre compte tenu des faibles disponibilités européennes.

Maïs

En France, comme en Allemagne d'ailleurs, le maïs n'échappe pas à la pénalisation des rendements par la sécheresse. La récolte française, beaucoup plus précoce qu'en temps normal, devrait atteindre 11,5 Mt, en retrait de 2 Mt par rapport à 2017. Le maïs étant beaucoup moins cher que le blé, son incorporation par les FAB serait d'environ 2,2 Mt (+ 0,2 Mt). Ainsi le stock fin de campagne français s'établirait à moins de 2 Mt soit beaucoup moins que l'an passé.



Au niveau mondial, la production avoisinerait 1070 Mt, un peu en dessous du record de 2016. Toutefois les stocks fin régressent fortement depuis deux ans pour atteindre un ratio S/C de 15 % contre 21 % en 2016.

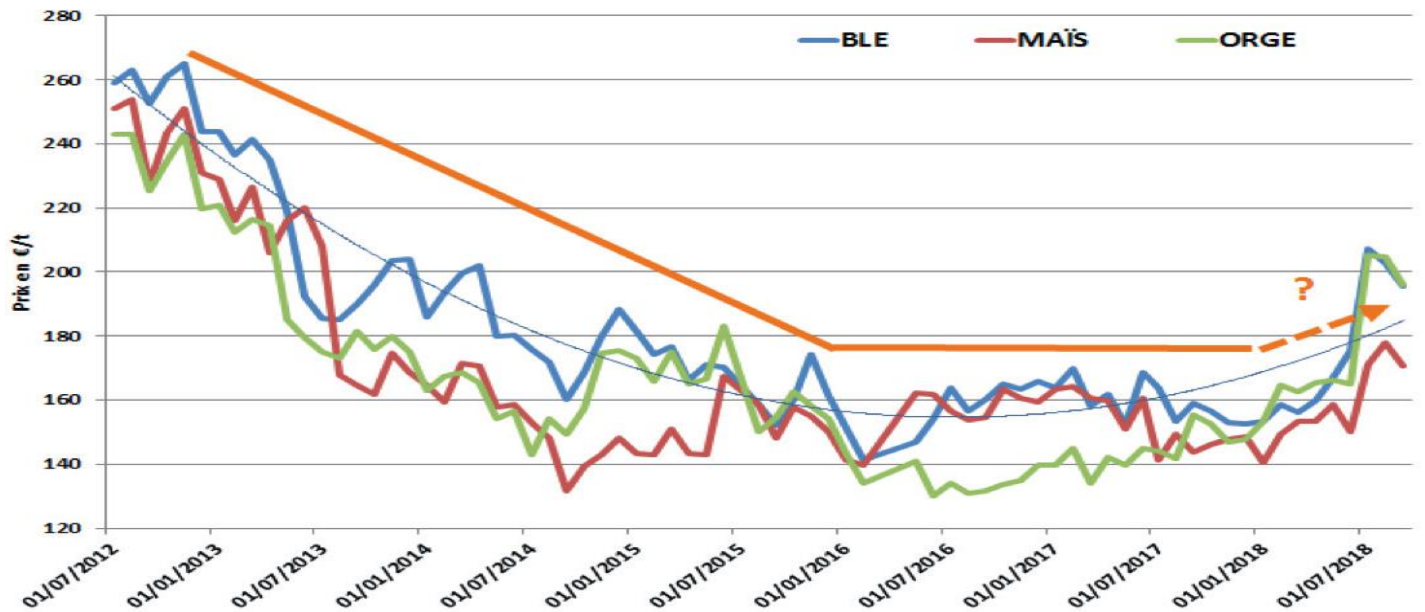
Malgré cela les cours restent sous pression de la concurrence de pays comme la Bulgarie, la Roumanie ou l'Ukraine qui bénéficient d'une excellente récolte. L'importante prime du maïs français sur ces origines d'environ 40 \$/t dans les ports ne semble pas durable, laissant peu d'espoir à un raffermissement à court terme des cours et ouvrant grand la porte aux importations de ces pays par les fabricants d'aliments du bétail.

Les Chiffres

Données concernant les principaux acteurs mondiaux du maïs en Mt

	2016			2017			2018		
	Production	Exportations	stocks fin	Production	Exportations	stocks fin	Production	Exportations	stocks fin
Monde	1078	-	228	1034	-	198	1068	-	159
USA	385	58	58	371	62	54	375	63	46
Brésil	99	32	14	82	22	11	95	29	11
Argentine	41	26	5	32	23	2	41	27	4
UE	62	2	7	62	2	10	61	2	6
Chine	220	0	101	216	0	80	225	0	59
Ukraine	28	21	2	24	19	1	31	25	1

France - Cours céréales en référence nationale (Rouen, Bordeaux) mensuel 2012 à 2018



Source : USDA.



Thierry LEMAÎTRE
tlemaître@neidf.cerfrance.fr

08.

Betteraves

Les usines brésiliennes ont la chance de pouvoir arbitrer rapidement entre sucre et éthanol.

Double renversement brutal de tendance

Après une excellente campagne 2017 caractérisée par des volumes de sucre produits exceptionnels découlant d'une climatologie favorable et de l'augmentation significative des surfaces de betteraves en France (485 000 ha semés), les perspectives 2018 ont radicalement changé. Quelques semaines avant la récolte 2017, la première après la sortie des quotas, l'optimisme régnait encore. Mais très vite les nuages accumulés sur le marché du sucre au cours de l'été 2017 laissaient présager une chute des cours pour l'année 2018.

Déception sur les rendements

Malgré un retard dans les semis dû au froid et à l'excès d'eau, les conditions climatiques chaudes du printemps permettaient de rattraper ce handicap et d'envisager en juin une belle récolte. Las... la sécheresse persistante douchait les espoirs qui se sont vite transformés en craintes avérées. Toutefois, que l'on soit à l'échelle de la région, de la microrégion et même de la commune, l'extrême diversité des quantités de pluie se traduit par une hétérogénéité rarement constatée. Le rendement moyen national devrait même être inférieur à 85 t / ha à 16° (13,3 t sucre/ha) soit 5 tonnes en dessous de la moyenne 5 ans et ce d'autant plus que la croissance d'automne habituellement constatée sur les betteraves n'a pas lieu cette année.

L'extrême hétérogénéité des rendements se révèle dès les premières semaines d'arrachage: de 40 t/ha à plus de 100 t/ha.

En outre la climatologie aura été favorable aux ravageurs, insectes et maladies du feuillage, en particulier la cercosporiose, qui s'est généralisée avec une pression très forte cette année.

Un marché mondial au plus bas

Après leur chute brutale de l'été 2017, les cours du sucre ont continué de s'affaïsser régulièrement pour atteindre des niveaux historiquement bas entre 10 et 11 cents par livre pour le sucre roux à New York et environ 340 \$/T pour le sucre blanc à Londres. La production mondiale estimée pour 2017 à 185 Mt dépasse largement la consommation prévue à 175 Mt.

Incontestablement la production de la Thaïlande avec 14,4 Mt (environ 50 % de plus par rapport à l'année précédente), de l'Inde 34 MT (+ 9 MT / n-1), mais aussi de l'Union Européenne (21,2 Mt) qui faisait son retour sur le marché mondial, pèse sur les cours mondiaux. L'Inde et le Brésil deviennent ainsi les deux premiers producteurs de sucre au monde. Rappelons que l'Union Européenne, sous le régime des quotas, devait respecter un plafond d'exportation d'environ 1,4 Mt de sucre et que la fin des quotas signalait la possibilité d'exporter sans limitation. Cette perspective nourrissait alors l'envie des principaux fabricants de sucre européens d'augmenter leur production pour diminuer leurs coûts fixes et par voie de conséquence améliorer leur compétitivité, en incitant les planteurs de betteraves à augmenter leurs surfaces de betteraves et en rallongeant les durées de campagne de fabrication.

Dans cette compétition, les principaux exportateurs ne jouent pas forcément à armes égales. Les usines brésiliennes ont la chance de pouvoir arbitrer rapidement entre sucre et éthanol. Ainsi, avec un marché intérieur corrélé au marché mondial, donc déprimé, actuellement, 60 % de la canne produite est destinée au

Le marché européen, longtemps décorrélié du marché mondial rejoint progressivement celui-ci.

marché de l'éthanol, un peu plus rémunérateur que celui du sucre. Quant à l'Inde, la Chine et les États-Unis, ces pays disposent d'outils de protection de leur marché domestique, (droits de douane, quotas, prix intérieur minimum...) leur permettant d'assurer une meilleure rentabilité sur le marché intérieur.

Le marché européen, longtemps décorrélié du marché mondial rejoint progressivement celui-ci. Compte tenu de l'ensemble des débouchés, la valorisation de la betterave dans les conditions actuelles du marché n'atteint pas 20 €/T.

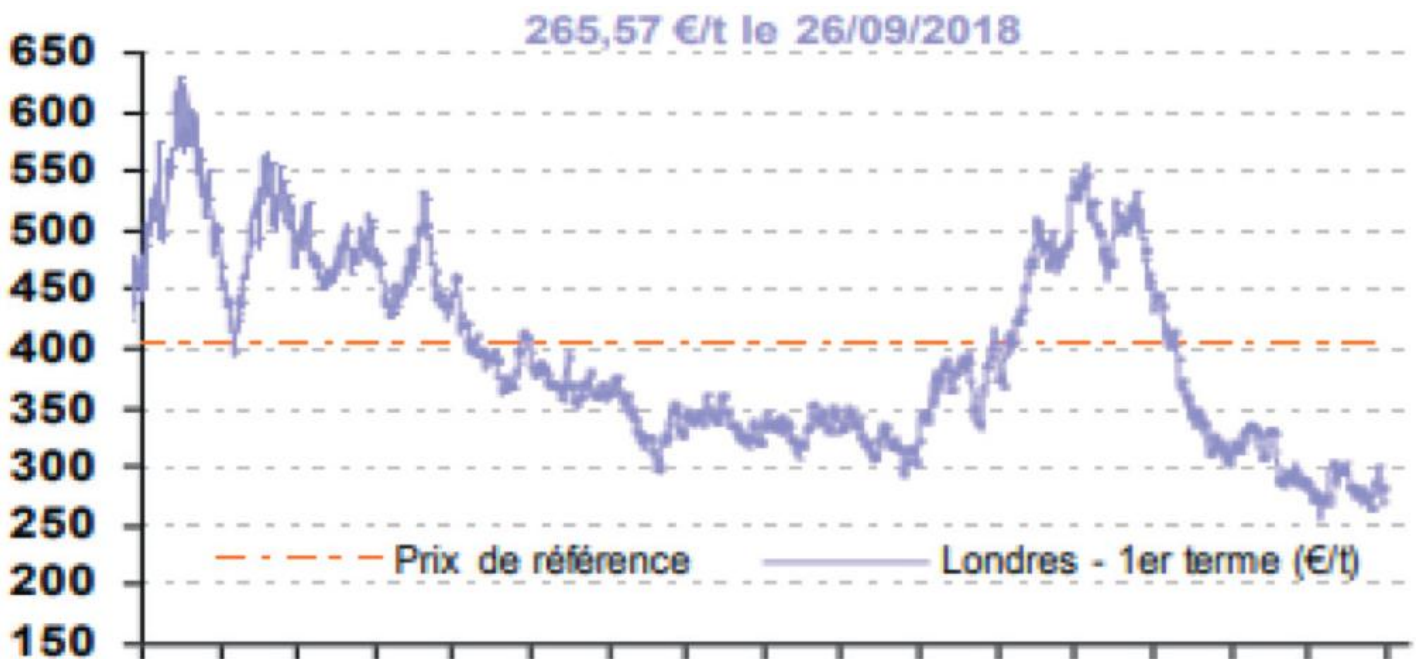
Le retournement du marché, que l'on présageait il y a quelques mois, s'est produit en réalité beaucoup plus vite et avec une plus grande amplitude qu'attendue.

D'autres facteurs renforcent l'inquiétude des producteurs de betteraves

Dans ce contexte de fondamentaux de marché du sucre défavorables, s'ajoutent un marché de l'éthanol peu dynamique et une parité €/ \$ et €/ Real brésilien pénalisante pour les exportations européennes.

L'interdiction des néonicotinoïdes en traitement de semences rendra nécessaire l'épandage aérien d'insecticides en végétation, sans garantie d'efficacité suffisante et avec un risque de baisse de potentiel de rendement. Déjà inquiets des perspectives de marché, de nombreux planteurs de betteraves craignent ainsi de ne pas couvrir leur coût de production.

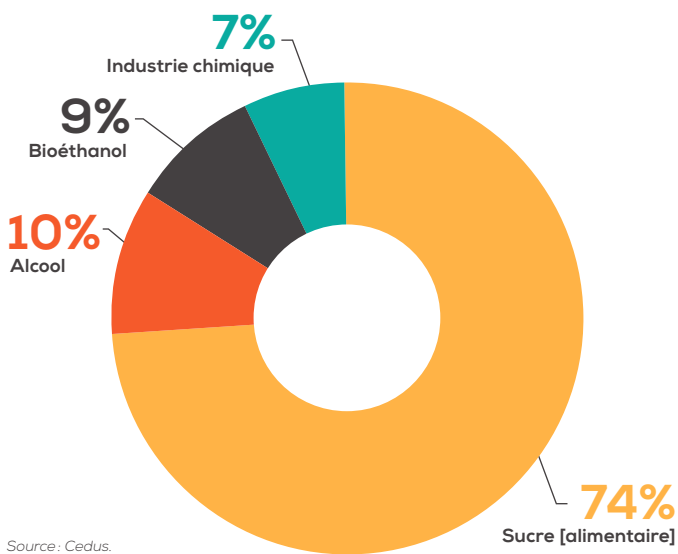
Cours du sucre blanc n° 5 à Londres en €/T



Remarque: Le cours du sucre est cependant remonté à 350 \$/t le 8 octobre soit 304 €/t...

Le passage en bio pour une culture telle que la betterave nécessite de repenser l'itinéraire technique.

Les débouchés de la betterave en France



Raisonner la place de la betterave

Les perspectives de marché pourraient s'éclaircir en 2020. Mais dans le contexte actuel, la confiance en la fin des quotas a laissé place à un pessimisme ambiant conduisant même certains agriculteurs à s'interroger sur la place de la betterave dans l'assolement. Aujourd'hui l'intérêt de la betterave n'échappe pas au raisonnement global intégrant la volatilité des marchés, l'organisation du travail, la gestion du risque et l'agronomie.

+ La betterave bio : une réalité émergente ?

Les industriels de l'agroalimentaire manifestent auprès des fabricants de sucre une demande en sucre bio. En sucre de bouche, le consommateur focalise plutôt sur le sucre roux de canne pour le bio. En revanche, pour un industriel à la recherche des qualités intrinsèques du sucre blanc, l'ajout de sucre blanc bio lui permet de compléter sa gamme bio. Plusieurs essais en parcelles culturales de betteraves sont ainsi testés et devraient s'étendre à d'autres secteurs. Mais le passage en bio pour une culture telle que la betterave nécessite de repenser complètement l'itinéraire technique. Une véritable expérimentation...



Thierry LEMAÎTRE
tlemaître@neidf.cerfrance.fr

08. Pommes de terre

Il faut s'attendre cette année à une déconnexion des prix entre frais et industrie.

Le traditionnel yo-yo

En juillet dernier, il n'aura fallu que 15 jours à trois semaines pour assister à un renversement spectaculaire de tendance de marché.

D'une situation excédentaire de fin de campagne 2017, avec des lots invendables dont les seuls débouchés semblaient être l'alimentation animale ou la méthanisation, la crainte d'une pénurie en raison de la sécheresse s'est emparée du marché, qui s'est littéralement envolé.

Les rendements en berne

La sécheresse généralisée en Europe de l'ouest, laisse prévoir un faible volume de récolte à l'échelle des 5 pays membres du NEPG¹. Une production de 20 à 22 millions de tonnes, contre 29 l'an passé, ne satisfera pas la demande interne estimée à 26 MT et ne permettra guère d'exporter beaucoup. En France, les rendements (hors féculé) seraient en baisse de 14 à 15 % par rapport à l'année dernière conduisant à une production de 11 à 12 % inférieure à la moyenne 5 ans, et ce malgré une augmentation des surfaces de 3,6 %.

Une extrême variabilité des rendements d'un facteur 1 à 3, selon les régions, les parcelles, la présence ou non de l'irrigation rendent également les prévisions aléatoires.

Inquiétude aussi sur la qualité

À celle des volumes produits, s'ajoute l'inquiétude sur la qualité des lots destinés en particulier au stockage. La fragilité des tubercules consécutive à la climatologie, ainsi que le phénomène de « rejumelage » (repousse des tubercules) nécessiteront des précautions supplémentaires

lors de la récolte et du stockage ; malgré cela des difficultés de conservation pourraient accentuer le manque de marchandise.



Réactivité des industriels

Face à cette situation, les industriels transformateurs de pommes de terre anticipent une pénurie de matière à court terme et à moyen terme en se positionnant à l'achat sur le marché libre et en faisant flamber les cours. Les prix atteignent 250 à 300 €/t pour les variétés polyvalentes et grimpent jusqu'à 400 €/t pour les variétés à chair ferme, soit deux à trois fois la valeur des contrats. Il faut s'attendre cette année à une déconnexion des prix entre frais et industrie.

1. NEPG: North Western European Potato Growers: France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Angleterre.

La capacité de l'exploitant à gérer cette volatilité du revenu fera la différence.

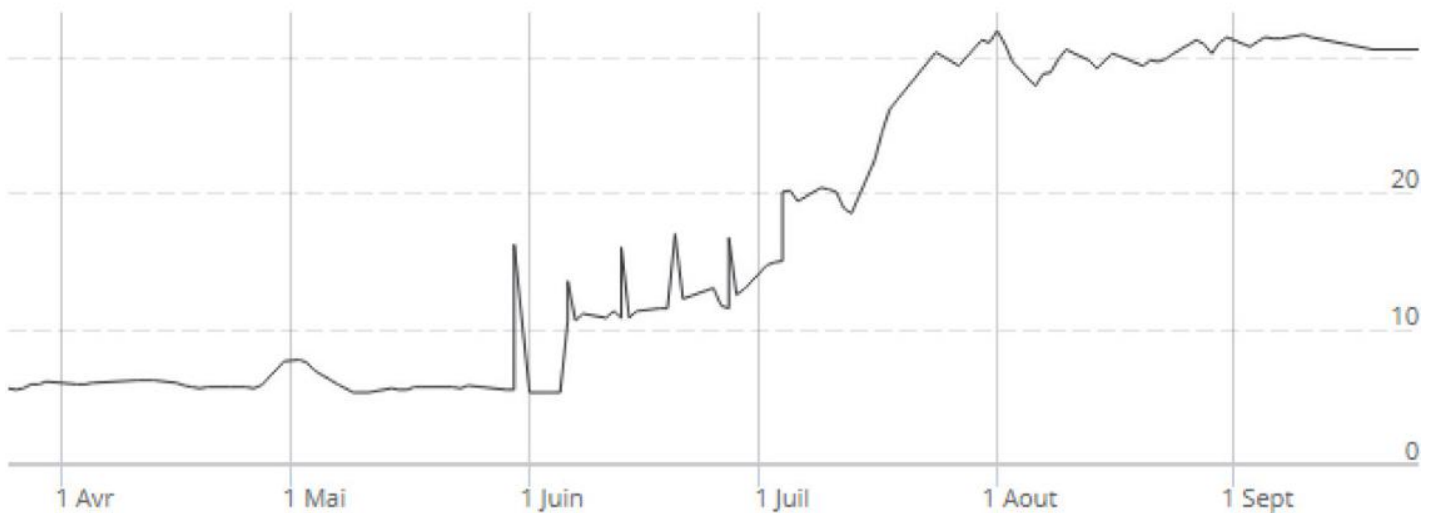
Marché libre ou contractualisation

À l'inverse de l'an passé, sur le marché du frais, les producteurs adeptes du marché libre pourraient tirer leur épingle du jeu, à condition bien sûr qu'ils aient la marchandise... Reste à savoir si la réforme de la fiscalité agricole n'arrivera pas trop tard pour casser le parallélisme historique entre excédent de trésorerie et investissement en matériel comme on pouvait le constater par le passé chez les producteurs de grandes cultures spécialisés en pommes de terre.

Sur le marché de l'industrie, où 75 % de la production est contractualisée, certains producteurs bénéficieront pleinement d'un éventuel excédent de contrat alors que d'autres seront amenés à négocier la sous réalisation du contrat.

En tout état de cause, que l'on soit sous contrat ou sur le marché libre, outre la compétence dans le métier de producteur, la capacité de l'exploitant à gérer cette volatilité du revenu fera la différence.

Cours de compensation du marché à terme depuis 6 mois (en €/ql)



Source : [source].



Thierry LEMAÎTRE
tlemaître@neidf.cerfrance.fr

10. Viticulture

2018 : pratiquement toutes les régions voient leur récolte augmenter.

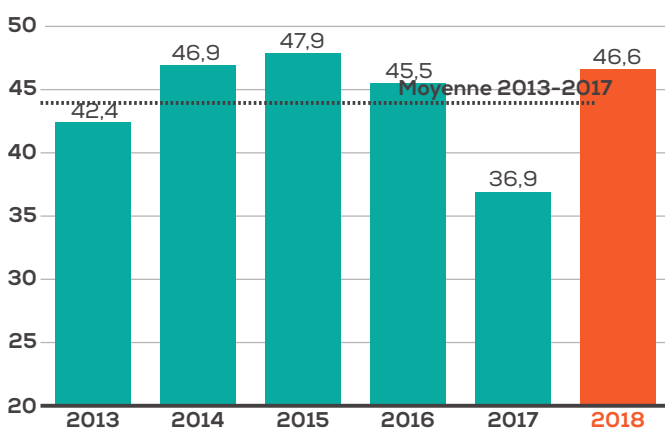
Récolte viticole 2018

Cette année, les vendanges françaises progressent de 25 % et sont prometteuses en qualité. Les vignerons pourraient être incités à reconstituer leurs stocks mis à mal en 2017. Les débouchés à l'export restent néanmoins fortement concurrentiels et liés aux variations des taxes, des monnaies et des politiques commerciales internationales.

Volume et qualité de retour en 2018

Après une année 2017 très en dessous de la moyenne des années antérieures en volume, la prévision de récolte annoncée par le ministère de l'agriculture à 46,6 MHL en 2018 est un soulagement pour de nombreux viticulteurs. Elle progresse de 25 % pour retrouver un niveau proche de la moyenne des 5 dernières années.

Récolte - MHI



Source : [source]

Si le mildiou a occasionné des pertes, plus encore chez les producteurs biologiques, les pluies estivales ont évité les effets néfastes de la canicule. Les hausses ont été particulièrement importantes en Champagne et dans le Bordelais,

et pratiquement toutes les régions voient leur récolte augmenter.

Au niveau mondial, après une année historiquement faible, la récolte devrait revenir à un niveau normal. L'Italie et l'Espagne renouent avec leurs volumes antérieurs et les baisses de production constatées dans l'hémisphère sud, en Afrique du Sud et Australie, sont compensées par des hausses en Argentine et Chili.

26 % du vignoble italien et 29 % du vignoble espagnol sont irrigués

Les fortes chaleurs enregistrées cet été et le réchauffement climatique annoncé posent la question de l'irrigation pour limiter le stress des vignes et au final améliorer la qualité. Celle-ci est interdite dans la plupart des appellations d'origine contrôlées alors qu'elle est possible pour les vins sans appellation. La législation est par ailleurs beaucoup plus souple dans les vignobles de nos concurrents étrangers. Aujourd'hui, 26 % du vignoble italien et 29 % du vignoble espagnol sont irrigués.

La « guerre commerciale » évolue et incite à la prudence

En France, la faible récolte 2017 a entraîné une baisse des stocks et favorisé l'écoulement des produits, tant sur le marché intérieur qu'à l'export.

Les marchés export ne cessent de progresser en valeur. Cependant nos trois premiers marchés étant les États-Unis, le Royaume uni et la Chine, la croissance de nos ventes est liée à plus de 80 % à des pays hors Europe. Autant dire que le Brexit d'une part, et les taxes sur les produits exportés aux USA ou en Chine sont au cœur des préoccupations de la profession.

La consommation de vin bio connaît une croissance de 20 % par an.



Les produits de luxe, tels que le Cognac ou les grands crus, sont très attractifs et peuvent supporter l'augmentation des taxes sur les différents marchés. Par contre, les vins à moindre prix sont beaucoup plus sensibles aux variations des taxes et des monnaies (dollars, livre, euros). Les vins inférieurs à 10 euros le litre pourraient voir leur volume d'exportation réduit. En cas de dépréciation de la livre Sterling, ils pourraient aisément être remplacés sur le marché britannique par des produits de substitution provenant du Nouveau Monde.

Aujourd'hui, nos exportations vers la Chine et les USA connaissent encore des périodes « record » compte tenu de nos atouts historiques. Mais les vins de l'UE sont désormais imposés en Chine à hauteur de 17 % alors que l'Australie et le Chili bénéficient d'accords commerciaux permettant l'import sans taxe. Cela pourrait compromettre le développement de nos ventes de vins à

prix modérés destinés à la classe moyenne chinoise. Par contre, la Chine émet des taxes envers l'importation de vins américains ce qui pourrait favoriser notre positionnement face à ce concurrent.

Le vignoble bio continue son ascension

La surface a triplé en 10 ans et représente aujourd'hui 9 % de la totalité du vignoble. Ces surfaces sont réparties sur l'ensemble du territoire, mais l'Occitanie qui bénéficie de conditions climatiques favorables représente 30 % des surfaces.

La consommation de vin bio connaît une croissance de 20 % par an en moyenne depuis 2010.

À l'export, les ventes de vins bio se développent également, et aujourd'hui avec 46 % de la production exportée, ces derniers représentent les deux tiers des produits français bios vendus à l'étranger en valeur.

La proposition européenne de limiter la consommation de cuivre à 4 kg/ha et par an pourrait poser des problèmes et réduire la progression des conversions à l'agriculture biologique, voire même inciter certains producteurs à abandonner le bio: en 2018, année de forte pression de mildiou, 57 % des producteurs ont utilisé plus de 4 kg de cuivre par ha. (selon une étude des Vignerons Indépendants qui propose un lissage sur plusieurs années).



Pierre-Gérard POUTEAU
pgpouteau@49.cerfrance.fr

11. Pommes

La diminution de l'offre européenne a été favorable à l'équilibre offre/demande.

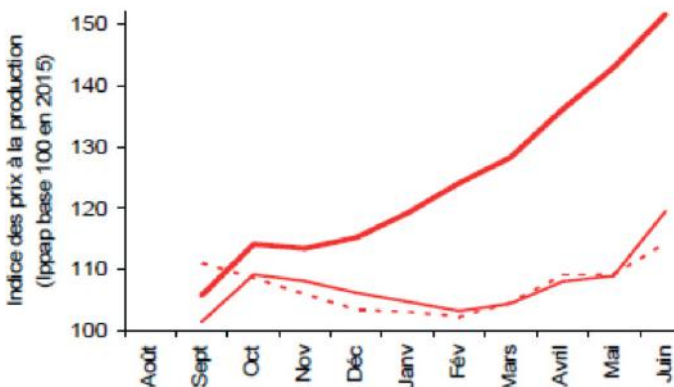
Le chiffre d'affaires 2017-18 en très nette progression

La campagne écoulee avec des prix à la production qui ont bien progressé va contribuer à une amélioration des trésoreries des exploitations. La production européenne de pommes de table retrouve son rythme de croisière en 2018, donc des échanges commerciaux plus importants en prévision, mais pour autant les stocks de début de campagne sont bas et le niveau de prix satisfaisant.

Une faible récolte 2017 mais bien valorisée

La récolte 2017 s'établit à 1,47 million de tonnes (baisse de 3 %) mais dans un contexte où les principaux pays européens ont subi de fortes réductions de rendement dues au gel printanier (jusqu'à 20 % pour l'Italie, premier pays producteur)

Pomme : cours 2017-2018 au-dessus de la moyenne



Source : Agreste-INSEE.



Le chiffre d'affaires national de la pomme, relatif à la campagne de commercialisation 2017-2018 a nettement progressé : + 8 % sur un an et + 6 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Après la légère baisse en 2016-2017, ce rebond s'explique par la forte hausse des prix à la production qui fait plus que compenser la baisse des volumes récoltés. Essentiellement pénalisée par le gel au printemps, la récolte 2017 est l'une des plus faibles productions des dix dernières années.

La diminution de l'offre européenne a été favorable à l'équilibre offre/demande au niveau français. Après leur repli en 2016, les volumes à l'exportation vers l'Union européenne progressaient de 9 %, d'août 2017 à mars 2018. À l'inverse, les volumes à l'importation ont été réduits de 25 %. Les pays européens voisins : Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie ont été particulièrement demandeurs.

Les stocks européens et français de pommes sont bas.

Les exportations françaises de pommes en forte progression vers l'Allemagne sur les 7 premiers mois de la campagne.

	Campagne 2017-2018 (août 2017-février 2018)	Écart sur un an	Écart par rapport à la moyenne sur cinq ans
	(tonne)	(%)	(%)
UE	267176	+9	+2
Royaume-Uni	64873	-10	-14
Espagne	54802	-6	-1
Allemagne	48972	+100	+44
Belgique	31183	+25	+21
Pays-Bas	24495	+36	-15
Italie	7549	+44	+104
Pays tiers	88106	-15	-36
Émirats arabes unis	15486	-26	-34
Arabie Saoudite	14107	-25	-21
Singapour	4312	-9	-15
Algérie	220	-62	-99

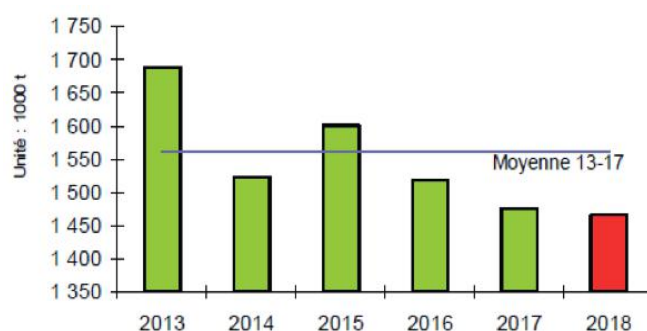
Source : DGDDI (Douanes).

Un retour sur le marché de l'Italie et la Pologne pour 2018

Au 1^{er} septembre 2018, la production nationale de pommes est estimée proche de la récolte de 2017. Mais la production européenne de pommes de table est précoce et supérieure à celle de 2017 qui avait été fortement amputée par un gel printanier. Les productions de l'Italie, l'Allemagne, la Belgique et la Pologne retrouveraient les niveaux de 2016. Les échanges européens seront donc nécessairement plus importants que sur la campagne passée.

Néanmoins, au démarrage de la nouvelle campagne 2018-2019, au début du mois de septembre, les stocks européens et français de pommes sont bas, respectivement inférieurs de 67 % et de 42 % à ceux de 2017.

Production nationale de pommes de table Une production 2018 prévue équivalente à celle de 2017



Source : Agreste.

Dans ce contexte d'offre plus importante, une source d'inquiétude peut également naître par rapport aux négociations sur la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne. Celui-ci

Les producteurs français ont tout à gagner en s'orientant au maximum vers des marchés « haut de gamme ».

importe ¼ des volumes de pommes que nous exportons à l'échelle européenne. Quelles sont les conditions des accords commerciaux à venir? Favorables ou défavorables? Il est certain que la filière française est à travailler de manière rapprochée sur ce sujet.

Relancer la consommation et l'export

L'embellie de la valorisation de la campagne passée doit permettre de dégager des marges de manœuvre au service du développement des axes stratégiques des exploitations et plus généralement de la filière pomme.

Pour ce qui est de la consommation française, la pomme, bien qu'étant toujours le fruit le plus consommé, devant la banane, l'orange ou encore les pêches nectarines se voit de plus en plus concurrencée. La solution pour relancer la consommation passe par la mise en avant de la pomme française, en communiquant sur les chartes qualité qui peuvent la différencier d'autres producteurs européens. En ce sens, la filière met, par exemple, l'accent sur des campagnes de promotion de la pomme issue des vergers écoresponsables.

La filière française a également besoin de conforter sa place à l'export et de clarifier sa position. Actuellement, l'export est bien souvent une variable d'ajustement en cas d'abondance de l'offre, ou de rareté chez nos concurrents comme nous venons de le connaître. Le risque est de perdre des positions sur le marché international lorsque la production française est faible, alors que les pays tiers comme l'Asie ou le Moyen Orient présentent de belles opportunités. Mais pour l'export, il faut regrouper l'offre. Notre organisation de mise en marché, l'atomisation

de l'offre font que nous ne sommes pas assez pertinents pour faire de l'export de haut niveau. Lorsque l'offre est un peu plus abondante, le fait de ne pas exporter suffisamment conduit à ce que les volumes restent en France et que la concurrence sur le marché intérieur est d'autant plus forte, d'où pression sur les prix.

Les producteurs français ont tout à gagner en s'orientant au maximum vers des marchés « haut de gamme »: chartes qualité, vergers écoresponsables, politique de marque, variétés club... pour ainsi conforter leur niveau de marge.

Place du Bio

Les surfaces de pommes bios sont en constante évolution. Selon diverses sources (ANPP, Agence bio), à aujourd'hui, celles-ci représentent plus ou moins 10 % du verger, pour une production de pommes bio approchant 5 % de la totalité des pommes produites. Le développement du bio n'est pas uniforme selon les variétés. En effet, la résistance à la tavelure est un facteur déterminant. La variété Juliet® constitue à elle seule pas loin de 20 % des volumes à l'échelle nationale. Les pommes bios sont orientées aux deux tiers vers le marché du frais, l'autre tiers étant destiné à l'industrie.



Fabien BARRABÉ
fbarrabe@47.cerfrance.fr

12. Tomates

En juin 2018, les prix moyens de la tomate étaient inférieurs de 30 % à ceux de juin 2017.

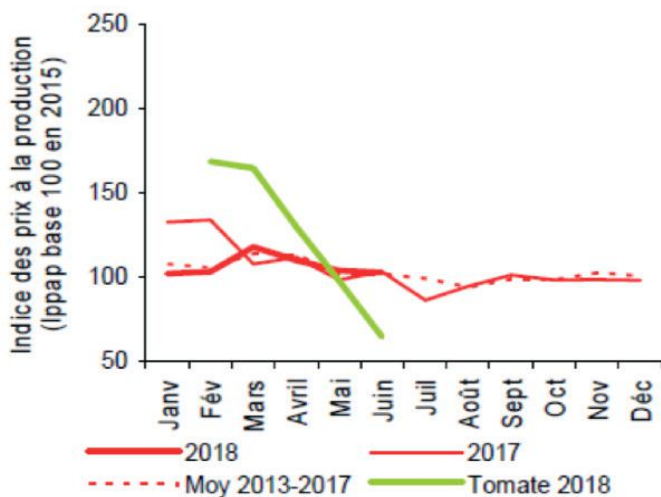
Des prix bas pour 2018

Les prix à la production sont en recul de 20 à 30 % sur la campagne 2018. Dans un contexte de faible demande, la concurrence des pays voisins se renforce. Il est primordial de conserver une segmentation avec une diversification à la française.

Une année 2018 à oublier au plus vite

Prix agricoles à la production

Ensemble légumes frais -Tomate



Source : Agreste-INSEE.

Le début de la campagne de commercialisation 2018 de la tomate a débuté dans des conditions difficiles en termes de production et dans un contexte de demande en recul. Début avril, bien que la production nationale n'ait monté que très doucement, la consommation n'était pas encore suffisamment au rendez-vous. Les prix se sont nettement infléchis à la baisse. Les premières chaleurs observées au mois d'avril,

aptes à redynamiser la consommation, ont été insuffisantes pour faire repartir les cours à la hausse. La poursuite de conditions plutôt maussades en mai et juin n'a guère encouragé la consommation. Les volumes bien présents, en dépit de la baisse de l'offre sur un an, se sont difficilement écoulés.

En juin 2018, les prix moyens de la tomate étaient inférieurs de 30 % à ceux de juin 2017 et de 26 % à la moyenne 2013-2017. En cumul de janvier à mai 2018, les importations de tomates (287700 tonnes) ont augmenté de 1 %. Les importations marocaines (64 % des importations) ont diminué de 4 % mais celles en provenance d'Espagne et des Pays-Bas ont vivement progressé. Les exportations (128000 tonnes), constituées essentiellement de réexportations de tomates marocaines et espagnoles vers les pays du nord de l'Europe, ont diminué de 8 %. Le déficit des échanges a augmenté de 11 % sur la période.

La segmentation des tomates à la française est convoitée

Le marché français paie plus cher les tomates d'origine France, mais les coûts de revient y sont globalement plus élevés, grâce aux efforts qualitatifs des opérateurs. Ceux-ci ont su développer des marques (Savéol, Les Paysans de Rougeline, Océane, Solarenn, Prince de Bretagne) et une réelle valeur ajoutée pour les consommateurs, en segmentant leur offre avec de petits fruits (tomates cerises, cocktail) et des variétés anciennes comme la cœur-de-boeuf, la noire de Crimée ou l'Ananas. Leurs emballages, souvent innovants, assurent à la fois une bonne présentation du produit, la mise en valeur de la marque et des conseils d'utilisation.



incluant les réexportations (150 000 tonnes) vont en Allemagne, (35 %), Belgique, Pays-Bas, Pologne.

Cette différenciation nécessite malgré tout des efforts permanents, car les importateurs convoitent ce marché à la française: si les Marocains n'ont jamais réussi à concurrencer les Européens en tomates grappe rondes, ils sont bien placés en prix sur la tomate cerise. De même, les Pays Bas ou la Belgique développent des outils toujours de plus en plus à la pointe technologiquement et visent ce marché français très qualitatif.

Avec sa production très segmentée, marketée et vendue essentiellement en grande distribution, la France possède un réel atout. Mais elle n'est pas autosuffisante: sa production, relativement stable, est de 570 000 tonnes, pour une consommation nationale qui avoisine 800 000 tonnes: les importations (400 000 tonnes) proviennent du Maroc, d'Espagne, de Belgique et des Pays-Bas; les exportations,

Face à une demande plus faible comme en 2018, la concurrence sur l'offre a été particulièrement défavorable au prix. Dans ce contexte, il est primordial de garder une longueur d'avance pour aller aussi loin que possible dans une réponse fine à la demande du consommateur. Qui mieux qu'un opérateur français pour être au plus proche des attentes des consommateurs français?



Fabien BARRABÉ
fbarrabe@47.cerfrance.fr



Conseil National du réseau CERFRANCE
18 rue de l'Armorique 75 015 PARIS
Tél. + 33 (0) 1 56 54 28 28
www.cerfrance.fr

Directeur de la publication: Hervé Demalle

Directeur de la rédaction: Philippe Boulet

Rédacteur en chef: Marc Varchavsky

Membres du comité de rédaction: Fabien Balzeau, Fabien Barrabé, Philippe Boulet, Anne Bras, Thierry Lemaître, Jacques Mathé, Sabine Michel, Jean-Yves Morice, Martine Poupard, Pierre-Gérard Pouteau, Marc Varchavsky, Nathalie Velay.

Réalisation: Les P'tits Papiers

Crédit photo: © Fotolia